



Déclaration liminaire **de la CGT Finances Publiques 33**

CSAL-FS du 15/11/2024

Madame la Présidente,

La semaine dernière, au terme d'un résultat sans équivoque, les États-Unis ont désigné leur futur président pour les quatre prochaines années. Ce sera de nouveau Donald Trump, quatre ans après la fin de son précédent mandat, ce dont le président russe Vladimir Poutine se satisfait déjà.

Une personnalité clivante, aux propos dénigrants envers les femmes, les immigrés, qui manipule le concept de « fake news » ou « fausses informations » comme cela lui sied.

Une personnalité dont les propos peuvent avoir une portée telle qu'elle peut amener à une insurrection comme lors de l'envahissement du Capitole à quelques jours de l'investiture de Joe Biden en janvier 2021.

Une personnalité qui a avant tout pour valeur l'argent, le pouvoir et la présence médiatique quitte à choquer, qui nie l'existence du phénomène de changement climatique et serait déjà en train de préparer à retirer une deuxième fois les États-Unis de l'accord de Paris sur le climat.

Une personnalité avec laquelle pourtant il faudra composer pendant 4 ans, sauf sursaut citoyen, mais qui aura certainement une influence énorme sur ce qu'il se passe dans le monde.

Et pour mettre en œuvre ses idées, Donald Trump pourra compter sur d'autres personnes autour de lui. Son futur vice-président tout d'abord, l'ultra-conservateur J.D. Vance, dont on peut craindre qu'il soit pire que Donald Trump lui-même. Mais aussi le multi-milliardaire Elon Musk qui a fait de la lutte contre le wokisme son cheval de bataille.

Celui-ci vient d'ailleurs d'être désigné par Donald Trump pour co-diriger au côté d'un autre milliardaire et ancien candidat républicain à la présidence, Vivek Ramaswamy, le futur ministre de « l'Efficacité Gouvernementale » dont les objectifs sont de « *démanteler la bureaucratie gouvernementale* », de « *sabrer les régulations excessives, couper dans les dépenses inutiles, et restructurer les agences fédérales* ». Fort de cette nouvelle fonction, M. Musk a précisé qu'un « *classement des dépenses les plus terriblement stupides* » des impôts des Américains serait mis en place.

Cette nomination n'est pas passée inaperçue au sein de notre propre gouvernement puisque le ministre de la Fonction Publique, Guillaume Kasbarian, a félicité Elon Musk sur le réseau social X (ex-twitter), disant avoir « *hâte de partager avec [lui] les meilleures pratiques pour lutter contre l'excès de bureaucratie, réduire la paperasse, et repenser les organisations publiques pour améliorer l'efficacité des agents publics* ». Preuve en est que M. Kasbarian n'est pas ministre de la Fonction Publique mais du « *Démantèlement de la Fonction Publique* ».

Alors qu'il n'est au sein du gouvernement de Michel Barnier que depuis seulement deux mois, ses propos s'ajoutent déjà à ceux où il se disait favorable à l'éclatement des catégories A, B et C (ce sur quoi il a annoncé avoir « *mis de côté* » le projet), ou plus récemment sa décision de maintenir gelé le point d'indice en 2024, de ne pas verser aux agents la prime GIPA de garantie individuelle du pouvoir d'achat cette année, ou encore son souhait de faire passer le nombre de jours de carence des fonctionnaires de 1 à 3 jours avec une baisse de la rémunération durant les trois premiers mois du congé maladie à 90 % au lieu de 100 %, sous le prétexte fallacieux de s'aligner sur ce qu'il se fait dans le privé.

La **CGT Finances Publiques 33** pense que M. Kasbarian ferait mieux de venir vivre quelque temps la vie des petites mains des services comme l'a (courageusement) faite l'avocate Sarah Saldmann, qui après avoir partagé le dur labeur et le salaire des gens du peuple pendant 1 mois a amèrement regretté de les avoir traités de « feignasses » lors d'une émission de radio bien connue.

Madame la Présidente, vous nous avez convoqué aujourd'hui en Formation Spécialisée du CSAL pour aborder le sujet de l'évaluation des risques professionnels et du plan de prévention à mettre en place.

Sans vouloir occulter les autres risques tout aussi importants à nos yeux, la **CGT Finances Publiques 33** est extrêmement inquiète des risques psycho-sociaux auxquels peuvent être durement confrontés les agents par les effets qu'ont produit les (trop) nombreuses suppressions d'emplois au sein de notre direction générale (25 % des effectifs en moins depuis 2008 !), de la charge de travail qui a mécaniquement augmenté alors que les applications informatiques qui devaient permettre une meilleure « efficacité » des agents, un gain de « productivité », ne sont pas au rendez-vous, ou pire rajoutent de la charge de travail, en témoigne GMBI par ses défaillances dont nous vous ferons l'économie de la liste tant ce sujet revient encore et encore. Des tâches plus abrutissantes qui font perdre la valeur et le sens du travail aux collègues, quand ils n'ont pas à faire face à un management toxique, aux airs de ce qui a pu se passer il y a quelques années à France Télécom.

Des risques psycho-sociaux à mettre également en parallèle avec la violence du public, plus présente ces dernières années, se nourrissant des déclarations politiques chocs, sensationnalistes que peuvent relayer à longueur de temps de nombreux médias, mais à laquelle peuvent se retrouver confrontés les collègues et qui fragilise l'état psychologique quand on le vit.

Vous comprendrez alors, Madame la Présidente, que dans ce contexte, les propos de notre ministre du « *Démantèlement de la Fonction Publique* » sont une « goutte d'eau » de plus d'un vase déjà trop rempli, qui ne peuvent que rajouter au mal-être des agents. Et tout plan de prévention qui soit paraît alors bien dérisoire quand ses hauts dirigeants bafouent la dignité et l'honneur de ses agents au service du public et de l'État. Il n'y a pas si longtemps pourtant, on savait faire appel à eux au plus fort de la crise du COVID. Aujourd'hui, cela paraît être un autre temps pour nos dirigeants.

La **CGT** ne laissera pas faire. Elle s'engagera dans la lutte, rappellera encore et encore la réalité du quotidien des salarié.e.s, agent.e.s, retraité.e.s et privé.e.s d'emplois, continuera de proposer des idées pour construire une société plus juste, plus humaine, plus solidaire et s'efforcera de construire une mobilisation d'ampleur pour faire passer le message auprès de nos dirigeants politiques.

Car il n'y a pas de raison que pouvoir et argent dictent la vie de millions de personnes en les enfermant davantage vers la précarité et la culpabilisation pour la seule jouissance d'une « élite » nombriliste, qui n'a que faire des dégâts qu'elle produit sur les personnes et notre planète.

C'est pourquoi d'ores et déjà, la **CGT Fonction Publique**, au côté d'une intersyndicale **Fonction Publique large**, appellent les agent.es de la **Fonction publique à une journée d'action, de rassemblements, de manifestations et de grève sur l'ensemble du territoire le 5 décembre 2024, à laquelle se joindra la CGT Finances Publiques.**

Enfin, en dehors du seul point à l'ordre du jour qui appelle notre présence aujourd'hui, nous tenons à vous alerter sur la multiplication des instances et autres Groupe de Travail sur ce dernier trimestre. Pour rappel :

- un CSAL le 10 octobre,
- un GT Budget de la Formation Spécialisée du CSAL le 18 octobre,
- un GT DUERP-PAP le 5 novembre en amont de la Formation Spécialisée

d'aujourd'hui,

- une Formation Spécialisée du CSAL le 7 novembre,
- une autre Formation Spécialisée aujourd'hui, 15 novembre,
- la proposition d'un GT sur les formations de la Formation Spécialisée la semaine du

25 novembre,

- un CSAL le 3 décembre ,
- la proposition d'un GT Immobilier le 5 décembre,
- et une Formation Spécialisée le 10 décembre.

En l'espace de deux mois, ce sont donc pas moins de 9 réunions ! Lesquelles nous nécessitent un temps de préparation et de compte-rendu aux agents.

La **CGT Finances Publiques 33** n'a de cesse de vous demander certes qu'il y ait un dialogue social, tant que celui-ci ne se résume pas à une simple chambre d'enregistrement de vos décisions ou ne vienne pas après la mise en place de celles-ci. Mais cette multiplication des réunions sur un délai aussi court alors que le reste de l'année a été moins fourni nous met en difficulté et met en difficulté par ricochet les services dans lesquels nous sommes, puisque nous vous le rappelons, nous sommes également au sein des services et participons à ce titre aux tâches pour lesquelles des plannings sont élaborés.

La **CGT Finances Publiques 33** vous demande alors à ce qu'en 2025, une meilleure répartition des instances et des Groupes de Travail soit opérée, sans pour autant à ce que cela conduise à des ordres du jour démesurés !

Nous espérons que cette déclaration liminaire sera portée à la lecture de notre directeur, M. Barreault.